

Intitulé du poste : Chef de Mission

Niveau du poste : Senior

Ville, Pays : République du Tchad

Durée : 19 mois

Démarrage : Dès que possible

Contexte

Le Tchad est le 5^{ème} pays d'Afrique par sa superficie. Sa population, estimée à environ 14 millions d'habitants en 2016, est jeune et en forte croissance. Le Tchad est un pays majoritairement rural, et cette croissance démographique est source de conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs, conflits que les aléas climatiques des dernières années tendent encore à exacerber. La population urbaine augmentant plus rapidement que la moyenne nationale, le nombre de jeunes cherchant un emploi augmente lui aussi.

Après plusieurs décennies d'instabilité, le Tchad bénéficie depuis 2010 d'une situation sécuritaire plus apaisée, mais est confronté à une crise économique sans précédent. Il se trouve également au cœur d'un contexte géopolitique fragile et doit faire face à des menaces externes et internes qui affectent sa sécurité. Les menaces les plus sensibles sur la sécurité intérieure (SI) sont détaillées dans le Plan National de Sécurité Intérieure (PNSI) adopté par décret présidentiel en février 2014. Elles sont classées en fonction des quatre champs de la SI - sécurité de la nation, sécurité des institutions, sécurité de la société, sécurité du citoyen.

La menace terroriste est particulièrement prégnante en raison des activités d'Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) en Libye et au Niger mais surtout en raison des activités de l'Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) - ex Boko Haram - au Nigeria, au Cameroun, au Niger et sur le territoire tchadien où des attentats ont eu lieu en 2015, 2016 et 2017, à N'Djamena et dans la région du Lac. L'instabilité qui affecte la Libye et en particulier le sud, dont certaines des communautés se retrouvent de part et d'autre de la frontière entre les deux pays, est une source supplémentaire de préoccupation de même que les trafics d'armes, de drogue et d'êtres humains qui affectent les pays de l'arc sahélien. Ces menaces de type protéiforme fragilisent fortement la zone du Lac Tchad.

Se pose également l'essor des trafics, au premier titre de produits stupéfiants, qui touchent de façon croissante le Tchad, principalement à partir du Niger et du Nigeria. D'un avis général, il y a une interaction majeure entre les activités de l'EIAO et la diffusion de la drogue. Le commerce de la drogue constituerait en effet l'une des principales sources du financement de l'EIAO et l'addiction faciliterait son recrutement (jeunes drogués plus réceptifs à la propagande). Bol est le point de passage obligé pour le trafic de drogue qui se répand dans toute la région et les régions avoisinantes. La consommation généralisée de produits stupéfiants concernerait 60% de la jeunesse de Bol – dont l'ampleur a également été identifiée à travers le diagnostic local de sécurité réalisé par COGINTA en 2016. Ces produits sont acheminés par des réseaux provenant du Niger.

Il convient d'ajouter aux éléments précédents affectant la sécurité intérieure du Tchad la présence de nombreux réfugiés et déplacés internes. Leur nombre total est estimé à environ 500.000 et ils sont répartis essentiellement à l'est, au sud et à l'ouest du pays.

Enfin, jusqu'ici relativement épargné, le Tchad est également aujourd'hui de plus en plus traversé par des flux d'immigration à destination finale de l'Europe. Encerclé par des foyers d'instabilité, le Tchad devient un lieu de passage incontournable suscitant des préoccupations fortes des autorités tchadiennes.

Projet

Au vu de ce qui précède, l'Union européenne a décidé de financer, à travers le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique, un « **Projet d'appui à la formation et à la sécurité publique (SECUTCHAD)** ». Ce projet, mis en œuvre par COGINTA, répond aux priorités du Plan d'Action Régional en faveur du Sahel pour la période 2015-2020, adopté par le Conseil de l'Union européenne le 20 avril 2015, et plus particulièrement aux objectifs de soutien à un développement politique et socioéconomique durable et au renforcement de la sécurité dans la région.

Au Tchad, la sécurité générale des personnes et des biens à l'intérieur du territoire est confiée par la Constitution à trois forces de sécurité intérieure (FSI) qui sont la Police nationale (PN), la Gendarmerie nationale (GN) et la Garde nationale et nomade du Tchad (GNNT). La PN dépend du Ministère de l'Administration du Territoire, de la Sécurité Publique et de la Gouvernance Locale, la GN du Ministère délégué auprès de la Présidence de la République chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre, et la GNNT est rattachée au Ministère de l'Administration du Territoire et de la Gouvernance Locale. Parmi les autres ministères impliqués directement dans la SI figurent le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, le Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Coopération Internationale en charge du dossier des armes légères et de petit calibre (ALPC), point focal de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC) pour la question des frontières entre ses Etats membres et le Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement, Ordonnateur National du FED et point focal pour la stratégie Sahel du G5.

Malgré leurs missions de police civile, les FSI restent imprégnées d'une forte culture militaire, plus tournée vers la protection de l'Etat et de la souveraineté que vers celle des populations, avec une gouvernance fortement centralisée. Les FSI font face également à de nombreuses difficultés qui limitent l'efficacité de leur action. Les moyens budgétaires et matériels mis à leur disposition sont insuffisants au regard de la diversification et de l'intensification des menaces. De plus, ces moyens sont soumis à une plus grande tension du fait de la réduction générale du budget de l'Etat et de la hausse des dépenses militaires de sécurité. Au niveau des ressources humaines, les effectifs actuels ne permettent pas une présence sur le terrain conforme à celle prévue par les textes organisant les forces.

De plus, la formation des personnels, tant dans les contenus de formation que dans les modes d'enseignement, ne correspond plus aujourd'hui aux exigences de fonctionnement d'une force de sécurité moderne qui se veut proche de sa population et en capacité de combattre les nouvelles formes de criminalité. Enfin, les FSI font face à une défiance d'une part importante de la population.

Il ressort de ce qui précède le besoin de travailler au niveau local avec l'ensemble des acteurs de la sécurité publique, étatiques et non-étatiques, et de renforcer les capacités opérationnelles des FSI pour assurer la sécurité publique et la police du quotidien, tout en veillant à davantage impliquer la population, directement ou à travers ses représentants, dans la gestion de la sécurité en améliorant l'accès à l'information sur l'activité des FSI et la mise en place d'outils et de mécanismes de suivi au sein d'organes existants ou à créer.

Ce projet a donc pour objectif le renforcement des capacités des forces de sécurité intérieure à assurer leur mission au quotidien et à dialoguer avec la population. Selon une posture de proximité, voire d'immersion au sein de la population devant permettre un lien étroit avec les FSI, cette sécurité au quotidien est en effet le préalable à toute stabilisation à long terme. Sur un plan purement opérationnel, elle permet de dynamiser la manœuvre renseignement et de s'appuyer sur un maillage territorial renforcé des forces de sécurité intérieure dans une stricte complémentarité, interopérabilité, rationalisation et mutualisation des moyens.

Responsabilités

Afin d'assurer la bonne mise en œuvre du projet, COGINTA recherche un(e) Chef(fe) de mission expérimenté(e) ayant une expérience significative dans la sous région. Il/elle aura pour mission de poursuivre les efforts entrepris depuis le démarrage de l'action en avril 2017. Responsable d'une équipe de 12 personnes, dont 3 expatriés, le/la Chef(fe) de mission aura pour responsabilités :

Gestion/coordination

- Planifier, organiser, gérer et suivre toutes les activités du projet, sur les plans technique, logistique, administratif et financier, et assurer la mise en œuvre du projet en accord avec le cadre logique et les plans de travail détaillés et budgets approuvés ;
- Assurer la coordination permanente avec la Délégation de l'Union européenne au Tchad, la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale (GN), la Direction Générale de la Police Nationale (PN), la Direction Générale de la Garde Nationale et Nomade du Tchad (GNNT) ;
- Assurer l'interface avec les représentants du Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement, du Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration, du Ministère de la Défense, du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Gouvernance Locale ;
- Assurer la coordination avec les différents acteurs, institutions et projets UE et autres partenaires localisés dans la zone du projet ;
- Assurer le secrétariat du Comité de Suivi Opérationnel et du Comité de Pilotage du projet.

Assistance technique

- Apporter conseil et assistance technique auprès de l'Ecole Nationale de Police (ENP), du Centre de formation continue des cadres de la sécurité intérieure (CFCCSI), du Centre commun d'entraînement aux techniques d'intervention (CCETI) et du Centre de formation des cavaliers et méharistes (CFCM) en matière de gestion administrative, financière, fonctionnelle et organisationnelle et d'ingénierie de la formation ;
- Superviser les actions portant sur la mise à niveau du dispositif de formation de la Gendarmerie nationale, en coordination avec l'équipe du PAASIT ;

- Assurer le suivi de l'approbation des codes de déontologie au profit de la Gendarmerie nationale et de la Garde nationale et nomade, et de la charte de déontologie des FSI, et la vulgarisation de l'ensemble des textes ;
- Superviser les actions de formation du projet au profit des cadres de la sécurité intérieure ;
- Superviser les actions visant à renforcer la sécurité des frontières fluviales et lacustres par la création de nouvelles unités de la Gendarmerie nationale ;
- Superviser les actions visant à renforcer le dispositif territorial de la Gendarmerie nationale dans la région du Lac Tchad ;
- Superviser les actions visant à renforcer les capacités de la GNNT dans la surveillance dans les couloirs de transhumance ;
- Elaborer les documents doctrinaux et règlements relatifs à l'organisation et à l'emploi d'un commissariat de police en s'appuyant sur le site pilote à Bol ;
- Superviser la construction du nouveau commissariat de sécurité publique et de deux postes de quartier à Bol ;
- Renforcer les capacités de gestion de crise des autorités régionales du Lac (Gouvernorat, préfectures, sous préfectures) ;
- Coordonner et superviser la création d'infrastructures, l'acquisition de matériels roulants, de moyens de déplacement animal et de matériel individuel et collectif au profit de la GNNT.

Administration, finance et ressources humaines

- Assurer la gestion efficace des activités et tâches de chacun des membres du personnel et consultants en fournissant les conseils techniques-organisationnels et en supervisant le travail en cours ;
- Préparer et/ou superviser la préparation des contrats, protocoles d'accord, termes de référence des consultants, ainsi que les documents, rapports techniques et administratifs produits par le projet ou demandés par ses partenaires et assurer une bonne gestion des ressources financières ;
- Garantir le bon fonctionnement administratif, financier, logistique et opérationnel des bureaux de N'Djamena et Bol ;
- Superviser la préparation des dossiers d'appel d'offres pour les marchés de fournitures et de travaux ;
- Certifier le progrès et les achèvements des travaux de construction des infrastructures ;
- Exécuter toute autre tâche de sa compétence, non spécifiée plus haut, qui pourrait lui être demandée par l'Administrateur du siège ou la Délégation de l'Union européenne au Tchad.

Suivi, monitoring et évaluation

- Assurer le fonctionnement du système de suivi et évaluation du projet ;
- S'assurer de la production des rapports hebdomadaires et mensuels ;
- En coordination avec le siège de COGINTA, rédiger les rapports trimestriels, les rapports intermédiaires et le rapport final de l'action, ainsi que tout autre rapport rendu nécessaire pour la bonne marche du projet ;
- Préparer les réunions du Comité de Pilotage et du Comité de Suivi Opérationnel, superviser la rédaction des comptes rendus et assurer leur diffusion.

Profil du candidat

Le candidat est un officier supérieur de la Gendarmerie ou de la Police possédant 20 à 25 ans d'expérience dans le domaine de la sécurité publique, et devra démontrer les aptitudes suivantes:

- Etre titulaire d'un diplôme d'étude supérieur ;
- Etre titulaire de diplômes d'état-major ;
- Avoir exercé le commandement (en titre ou en second) d'une force de sécurité publique ;
- Avoir été chef de bureau ou de division à l'échelon central ;
- Avoir une expérience de conseil auprès de ministères et forces de sécurité intérieure dans des pays en situation de post-conflit et/ou fragilité ;
- Avoir une expérience concrète dans la gestion/coordination de projets financés par l'Union européenne ;
- Avoir au moins 10 années d'expérience en encadrement / gestion d'équipes ;
- Avoir une expérience au Tchad et/ou en Afrique subsaharienne ;
- Avoir les aptitudes à évoluer dans un environnement multiculturel et à nouer des bonnes relations professionnelles avec les autres membres de l'équipe ;
- Avoir une bonne capacité rédactionnelle et une excellente maîtrise du Français à l'oral et à l'écrit;
- Avoir une connaissance de l'Arabe serait un plus ;
- Avoir les aptitudes physiques et médicales exigées pour la zone sahélienne.

Candidature

Les candidat(e)s intéressé(e)s devront fournir un dossier de candidature portant la référence SECUTCHAD/REC/CDM/23052018 et composé des documents suivants:

- Un curriculum vitae détaillé modèle UE ;
- Une lettre de motivation ;
- Les copies des diplômes et références professionnelles (parcours de carrière).

Les dossiers doivent être envoyés par mail au plus tard le **vendredi 1^{er} juin 2018** à l'attention de Monsieur le Directeur à l'adresse suivante : admin@coginta.org